



Déclaration FSU Nord – CDEN du 17 novembre 2020

Nous sommes réunis aujourd'hui dans ce CDEN qui fera, entre autres, le bilan de l'année écoulée et celui de la rentrée 2020. Difficile donc, de ne pas évoquer la situation sanitaire actuelle qui impacte pleinement le fonctionnement des écoles et collèges du département. «Nous sommes préparés à tout», clamait le ministre de l'Éducation Nationale en une d'un quotidien, la veille de la prérentrée. Mais qui était ce «nous» ? Certainement pas un ministre resté muet jusque fin août sur les conditions de rentrée et qui, depuis, ne cesse d'enchaîner les interventions totalement hallucinantes pour les personnels qui sont sur le terrain. Les risques étaient pourtant connus depuis la fin du premier confinement. Il fallait, à la fois préparer les établissements à une reprise en septembre sous une épidémie encore active et mettre en place les moyens et les dispositifs d'aides et de remédiations nécessaires après deux mois de confinement. La FSU et d'autres organisations syndicales n'ont cessé, depuis le début de cette crise, de faire des propositions au ministre mais celui-ci les a toutes balayées d'un revers de main, préférant s'enfermer dans son schéma de communication en mode « nous sommes prêts, tout est sous contrôle », schéma qu'il s'obstine à maintenir encore aujourd'hui malgré la circulation active du virus.

La FSU ne nie pas les difficultés qu'engendre ce virus sur le fonctionnement de l'institution mais elle milite depuis des mois pour que des solutions soient mises en place afin de protéger au maximum les personnels, les élèves et leurs familles tout en maintenant les établissements ouverts. Qu'elles soient humaines, matérielles ou organisationnelles, des solutions existent, elles ont d'ailleurs été mises en place dans d'autres pays européens. A part le port du masque « grand public », dont on pourrait également longuement parler, qui peut dire ce qui a changé dans les établissements entre la rentrée 2019 et celle de 2020 ?

- Est-ce que le département a renforcé les équipes d'agents d'entretien pour assurer le nettoyage et la désinfection des salles ? La réponse est également non !

Le recours à l'externalisation de l'entretien des collèges a réduit le nombre d'agents dans les établissements depuis 5 ans. Toutes les remontées des collèges que nous avons depuis septembre soulignent le manque d'agents pour assurer un nettoyage et une désinfection efficace des salles de classe.

- Est-ce que l'aération dans les salles a été améliorée avec des dispositifs de purification d'air ou des ventilateurs par exemple ? La réponse est encore non !

L'aération des salles est pourtant très souvent insuffisante, cela relève du symbolique lorsqu'une fenêtre ne s'ouvre que sur quelques centimètres alors qu'il faudrait avoir un flux d'air constant pour pouvoir organiser le remplacement de l'air dans la salle.

- Est-ce que le ministère a renforcé les personnels pour réduire les effectifs par classe, pour assurer les remplacements, pour aider et encadrer les élèves ? La réponse est non !

Au contraire, il y a moins d'enseignants à cette rentrée dans les collèges et lycées qu'il y en avait à la rentrée 2019, et il y en aura encore moins à la rentrée 2021. Après les milliers de suppressions de postes déjà effectuées dans les collèges et les lycées depuis 2017, ce sont 1800 suppressions d'emplois qui sont encore prévues l'année prochaine. A la rentrée 2021, 7490 emplois dans le secondaire auront été supprimés par Jean-Michel Blanquer, pendant que le nombre d'élèves aura augmenté de plus de 60000. Et en 3 ans, aucune création d'emplois de CPE, d'AED, de Psy-ÉN !

Dans le premier degré, la situation du remplacement est extrêmement tendue. L'an dernier, Monsieur le Directeur Académique, vous avez été contraint de supprimer des postes de remplaçants. Nous nous attendions tous à vivre une année difficile dans les écoles. Depuis, la crise sanitaire a encore dégradé une situation pourtant peu reluisante. Des pressions sont exercées sur les collègues conseillers pédagogiques, maîtres-formateurs, directeurs d'école d'application, des RASED ou encore des SESSAD pour effectuer des remplacements. Ce n'est pas acceptable. On peut essayer de culpabiliser les collègues en leur demandant de faire preuve de solidarité. Mais faut-il privilégier le court terme au détriment des élèves en difficulté qui ont besoin de leur maître E ? Faut-il sacrifier les stagiaires dont la formation initiale est primordiale si on veut des Professeurs des écoles formés et compétents ?

Cette crise met également en exergue les difficultés rencontrées par les directeurs et directrices pour assurer leurs missions. Une fois de plus, vous mettez en place un groupe de travail. Que pourrons-nous nous dire de plus que ce que nous nous sommes déjà dit ? La situation des directeurs et directrices, nous la connaissons. Il nous faut maintenant des avancées concrètes faute de quoi vous allez à nouveau décevoir des collègues qui ne se font plus guère d'illusions ! Le manque de reconnaissance et de moyens risque de décourager les meilleures volontés. Comment ferez-vous quand les directeurs et directrices auront rendu leur tablier ? C'est l'avenir de toute l'École qui est menacé.

Les manques sont donc grands et pendant ce temps, les contaminations augmentent chez les élèves et les personnels, même si le ministre de l'Éducation Nationale continue de les minimiser en utilisant des chiffres que même les médias remettent en cause aujourd'hui. "La 2ème vague a été accentuée par les vacances", voilà ce qu'a déclaré Jean-Michel Blanquer pas plus tard que jeudi dernier, voilà sa réponse aux inquiétudes des personnels et des parents. Comment un ministre peut-il être à ce point éloigné des réalités ? Jean-Michel Blanquer continue, depuis 8 mois d'être dans le déni et de n'écouter que lui-même, laissant les personnels désemparés, stressés et déjà épuisés alors que le premier trimestre n'est pas encore terminé. Il n'est plus admissible de renvoyer au local la sécurité des élèves et des personnels, c'est leur santé et leur vie, celles de leur famille qui pourraient être en jeu. Depuis le mois de juin, rien n'a été réellement préparé et anticipé par le ministre. Nous ne reviendrons pas sur sa gestion calamiteuse de l'hommage à notre collègue Samuel Patty, gestion qui en dit long sur le mépris que subissent les collègues depuis des mois.

Face à l'impréparation du ministère, la FSU renouvelle ses demandes avec, entre autres, un passage à un fonctionnement en demi-groupes pour permettre la distanciation physique et diminuer drastiquement le brassage d'élèves dans les écoles et les collèges, dans les cantines également. La FSU demande le recrutement de personnels, d'AED, d'AESH mais aussi d'agents territoriaux pour assurer un nettoyage et une désinfection des salles. Il faut trouver de nouvelles modalités d'aération des salles, alors même que l'hiver rend l'ouverture des fenêtres plus problématique qu'à la rentrée. Le ministère doit également fournir gratuitement tous les équipements et garanties nécessaires à une bonne protection des personnels et des élèves : masques chirurgicaux, gel hydroalcoolique... Tout ce qui peut être fait pour garantir la sécurité des élèves et des personnels, et pour maintenir les établissements ouverts doit être fait de toute urgence. Continuer à ne rien changer, c'est prendre le risque de fermer des établissements scolaires dans quelques jours ou semaines. Continuer à ne rien changer, c'est prendre des risques avec la santé des élèves et des personnels, avec les familles de chacun d'entre eux, et c'est le ministre qui en porte la responsabilité.